



CCI GRAND EST

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/25/04 du 05/06/2025

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



**Fourniture de Titres Restaurant
et prestations associées
pour les Agents de la CCI GRAND EST**

Consultation n°2025/CONSU/05 du 5 juin 2025

CCI GRAND EST

**14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM
Adresse postale : CS 90065 – 67012 STRASBOURG Cedex**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture de Titres Restaurant et prestations associées pour les Agents de la CCI GRAND EST
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée de la période initiale	12 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix mixtes
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
3 – Confidentialité	6
4 - Protection des données à caractère personnel	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 -Durée du contrat	9
5.2 - Reconduction	9
6 - Prix	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
6.2 - Modalités de variation des prix.....	10
7 - Garanties Financières.....	10
8 - Avance.....	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
8.2 - Garanties financières de l'avance	11
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations	12
11- Développement durable.....	13
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	14
12.1 - Vérifications.....	14
12.2 - Décision après vérification	14
13 - Maintenance	14
14 - Modification du contrat.....	14
14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	14
14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	14
14.3 - Changement en cours d'exécution du marché	14
14.4 - Cas fortuits et force majeure	14
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
16 - Pénalités.....	15
16.1 - Pénalités de retard	15
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	15
16.3 – Autres pénalités.....	15
17 - Assurances	16
18 - Clause de réexamen.....	16
19 - Résiliation du contrat	17
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	17
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
20 - Règlement des litiges et langues	17
21 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne la : **Fourniture de Titres Restaurant et prestations associées pour les agents de la CCI GRAND EST.**

Le présent marché a pour objet la réalisation, la fourniture et la livraison de titre restaurant et prestations associées pour les personnels de la CCI région Grand Est (CCI GE).

Est entendu par services associés (ouverture et frais de paramétrage de comptes, frais de gestions, frais de livraisons, frais d'opposition et de réédition).

Par principe la commande porte sur des cartes titres restaurant. Le titulaire devra toutefois être en capacité de proposer une solution carte titre restaurant 100% dématérialisée.

Lieux d'exécution : le réseau consulaire des CCI du Grand Est = CCIGE + 7 CCI Territoriales.

CCI Grand Est (CCIRGE)

Représentée par son Président Jean Paul HASSELER

14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIRGE

Le Réseau consulaire des CCI du Grand Est est composé de 7 CCIT Territoriales :

CCIT DE TROYES ET DE L'AUBE (CCIT 10)

Président : Sylvain CONVERS

1 Boulevard Charles Baltet

10001 TROYES CEDEX

CCIT MARNE ARDENNES (CCIMA 51.08)

Président : François GOMARIZ

42 rue Grande Étape

51010 CHALONS EN CHAMPAGNE

CCIT DE LA MEUSE HAUTE-MARNE (CCIMH 52.55)

Président : Richard PAPAOGLOU

55 rue Président Carnot

52115 SAINT-DIZIER

CCIT GRAND NANCY METROPOLE MEURTHE ET MOSELLE (CCIGNM 54)

Président : François PELISSIER

53 Rue Stanislas

54042 NANCY

CCIT DE MOSELLE METROPOLE METZ (CCIM 57)

Président : Fabrice GENTER

10-12 Avenue Foch

57016 METZ

CCIT ALSACE EUROMETROPOLE (CCIAE 67.68)

Président : Jean-Luc HEIMBURGER

14 rue de la HAYE

67300 SCHILTIGHEIM

CCIT DES VOSGES (CCIV 88)

Présidente : Anne-Christine FRERE

10 Rue Claude Gelée

88051 EPINAL

1.2 - Décomposition du contrat

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :
Justifications au non-allotissement :

1. Indivisibilité de l'objet du marché :

Le marché portant sur la fourniture de titres-restaurant repose sur un service intégré nécessitant une gestion centralisée de l'émission, de la distribution et de l'utilisation des titres par les bénéficiaires. La fragmentation en plusieurs lots compromettrait la cohérence et l'efficacité de ce service.

2. Raisons techniques :

L'émission et la gestion des titres-restaurant dématérialisés, impliquent des infrastructures spécifiques et un réseau d'acceptation unique. Un allotissement risquerait de générer des incompatibilités techniques et logistiques, notamment en matière de gestion informatique et de compatibilité des systèmes.

3. Raisons économiques :

Un allotissement entraînerait des surcoûts administratifs et opérationnels liés à la gestion de plusieurs prestataires, à la multiplicité des systèmes de suivi et de contrôle, ainsi qu'à une augmentation des frais de transaction. Une attribution globale permet d'optimiser les coûts et d'assurer une meilleure maîtrise budgétaire.

4. Raisons juridiques :

L'allotissement pourrait engendrer des difficultés en matière d'exécution contractuelle, notamment en termes de responsabilité et de coordination entre plusieurs titulaires. Un marché unique simplifie les relations contractuelles et garantit une meilleure exécution des prestations.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum et **avec un maximum** en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les montants maximums des prestations pour la durée de l'accord-cadre (si reconduction) sont fixés à :







Périodes	Montant ANNUEL Maximum HT
1	1 425 000 €
2	1 425 000 €
3	1 425 000 €
4	1 425 000 €
Total	5 700 000 €

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur via l'outil de gestion proposé par le titulaire dans son offre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

-  le nom ou la raison sociale du titulaire,
-  la date et le numéro du marché,
-  la date et le numéro du bon de commande,
-  la nature et la description des prestations à réaliser,
-  le délai d'exécution de la prestation (date de début et de fin),
-  le montant du bon de commande.

Une fois la commande validée, l'outil de gestion proposé par le titulaire devra générer ou envoyer une copie du bon de commande réalisé.

Seuls les bons de commande émis par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité, via l'outil de gestion, peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Le point de départ du délai d'exécution des bons de commande est la date de validation du bon de commande sur l'outil de gestion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause l'exécution d'un bon de commande en cours émis avant la date d'effet de la résiliation.

Le titulaire est tenu de respecter ses engagements jusqu'à l'admission des prestations.

Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés au CCTP.

Les bons de commande peuvent être modifiés à tout moment par la CCI, en cours de réalisation de la prestation. Dans cette hypothèse, la CCI adressera un bon de commande rectificatif ou modifiera la commande en cours selon les dispositions présentes dans le cadre de réponse technique. L'outil de gestion du titulaire devra générer une copie du bon de commande ainsi rectifié.

Dans une telle hypothèse les délais courts à compter de la validation des modifications ou du bon de commande rectificatif sur l'outil de gestion du titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ L'Acte d'engagement « AE » et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et son annexe :
 - Annexe n° 1 : Extrait vierge du SIRH
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ le Bordereau des Prix mixtes « BP »,
- ✚ les bons de commandes émis au titre du présent marché,
- ✚ les Actes de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- ✚ le Cadre de Réponses Techniques des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

Les originaux conservés par le pouvoir adjudicateur font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de ventes, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 – Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée de l'accord-cadre.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@grandest.cci.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution de l'accord-cadre (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,

- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 -Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

Dans le cadre d'un **accord-cadre conclu avec un maximum**, le contrat est reconduit :



Tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de période de reconduction est fixé à **3**.

La durée de chaque période de reconduction est de **12 mois**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de **48 mois**.

Le Reconduction interviendra tacitement sauf décision de non-reconduction prise par le pouvoir adjudicateur, notifié au titulaire via le profil acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE », **trois mois** au moins avant la fin de la période en cours.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction ni prétendre à indemnisation en cas de non-reconduction notifiée dans le délai ci-dessus déterminé.



Par anticipation si le montant maximum de l'accord-cadre est atteint

La réception de la décision de reconduction déclenchera le début d'une nouvelle période de **12 mois**, diminuant d'autant la durée totale de l'accord-cadre.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations du bordereau de prix mixtes.

Les prestations, faisant l'objet du marché, seront réglées par application des prix du bordereau aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Plus généralement, la réponse du titulaire doit comprendre explicitement ou implicitement toutes les prestations nécessaires pour la bonne réalisation de l'accord-cadre conformément au cahier des charges.

Ces prix s'entendent pour des prestations exécutées suivant toutes les règles de l'art et en conformité avec les indications et stipulations du marché et aux divers documents qu'il vise le cas échéant.

Les prix concernés seront majorés du montant de la TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le bordereau des prix n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à la demande de ce dernier, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont fermes et non actualisables pendant toute la durée du marché.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30% lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des **prestations** individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures seront déposées à l'issue de chaque période d'exécution des bons de commandes.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures doivent rappeler les références de l'accord-cadre et, le cas échéant, du bon de commande (le numéro et la date du bon de commande), indiquer la période d'exécution des prestations facturées et être accompagnées des relevés justifiant l'exécution des prestations.

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

FACTURATION SOUS FORME ELECTRONIQUE :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

N° SIRET de la CCI GRAND EST : 130 022 668 00524

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Identifiant de la structure publique (SIRET) : **130 022 668 00524**

Numéro d'engagement juridique : n° **accord-cadre = 2025/AOO/04.00**

9.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

11- Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

À ce titre, le titulaire :

- S'assure de respecter les engagements pris dans le cadre de sa réponse technique en matière de développement durable et de les mettre en œuvre tout au long de l'accord-cadre.
- Met en œuvre des actions visant à limiter son empreinte carbone, notamment en optimisant les procédés de fabrication, de personnalisation, de conditionnement et de livraison des cartes titres restaurant.
- Favorise l'utilisation de matériaux recyclés, recyclables ou issus de sources responsables pour la production des cartes titres-restaurant, ainsi que pour les supports et emballages associés.
- Limite, lorsque cela est possible, l'usage de plastiques vierges et privilégie les matériaux innovants à faible impact environnemental (par exemple : plastique recyclé, papier certifié FSC, etc.).
- Optimise la communication documentaire relative aux prestations (bons de livraison, notices d'utilisation, etc.) en :
 - Privilégiant des supports numériques à l'envoi systématique de documents papier,
 - Optimisant la mise en page pour limiter le nombre de pages imprimées,
 - Utilisant des polices "light" ou éco-responsables,
 - Encourageant l'impression recto verso et en noir et blanc si l'impression est nécessaire,
 - Privilégie la transmission électronique sécurisée des documents, tout en optimisant leur poids pour limiter les envois multiples et la consommation énergétique associée au stockage de données.
- Optimise la logistique de livraison afin de réduire l'empreinte carbone, en regroupant les expéditions et en recourant, lorsque possible, à des modes de transport plus propres ou mutualisés.
- Limite ses déplacements physiques liés au marché (réunions, interventions) en privilégiant les échanges par visioconférence et en utilisant, lorsque les déplacements sont nécessaires, les transports en commun ou des véhicules à faible émission.
- Met en œuvre des dispositifs de tri et de recyclage pour les déchets générés par l'activité liée au marché, notamment en matière d'emballages et de cartes en fin de vie.
- Exerce son activité en visant la sobriété énergétique dans ses locaux et ses équipements liés à la production et à la gestion du marché.

Le pouvoir adjudicateur invite le titulaire à intégrer dans son organisation une démarche d'amélioration continue visant à renforcer la performance environnementale des prestations fournies.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS (à l'exception du délai).

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Maintenance

Les outils/interfaces proposés par le titulaire tant côté agent que gestionnaire doivent faire l'objet d'une maintenance afin d'assurer une continuité de service permanente.

Dans le cas où l'un ou l'autre des outils/interfaces s'avérerait indisponible pendant plus de 2 jours ouvrés, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités telles que définies à l'article 16 du présent CCAP. Les pénalités sont applicables à compter du lendemain du jour où le délai contractuel expire.

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant toute la durée du marché. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32.1 du CCAG-FCS.

14 - Modification du contrat

14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

14.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

14.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du

titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité forfaitaire fixée ci-après, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont cumulables et sont dues par le titulaire, dans les cas suivants :

- Délai de transfert du solde de l'année N sur l'année N+1 une pénalité forfaitaire d'un montant de 250,00 € HT par manquement, sur simple constat,
- Délai de fabrication et envoi d'une nouvelle carte en cas de colis présentant une anomalie ou perdu une pénalité forfaitaire d'un montant de 150,00 € HT par manquement, sur simple constat,
- Délai de livraison des cartes (1^{ère} commande) une pénalité forfaitaire d'un montant de 500,00 € HT par manquement, sur simple constat,
- Délai de livraison des cartes en cours d'exécution une pénalité forfaitaire d'un montant de 150,00 € HT par manquement, sur simple constat.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 – Autres pénalités

- En cas d'indisponibilité du solde de plus de 15 jours calendaires, le titulaire encourt l'application d'une pénalité journalière de 200,00 € HT par jour supplémentaire d'indisponibilité. Les pénalités sont dues à compter du lendemain du jour où expire le délai.
- En cas de rupture de la continuité de service de plus de 5 jours ouvrés, notamment en l'absence d'envoi d'une nouvelle carte lorsque celle-ci arrive à expiration, du fait du titulaire et sauf cas de force majeur, celui-ci encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 250,00 € HT par manquement.
- En cas d'indisponibilité d'une ou des interfaces (gestionnaire ou utilisateur) pendant plus de 2 jours ouvrés à compter du premier signalement, celui-ci encourt l'application d'une pénalité journalière de 500,00 € HT par jour d'indisponibilité supplémentaire jusqu'à rétablissement d'une situation optimale. Les pénalités sont dues à compter du lendemain du jour où expire le délai.

- En cas d'absence de transmission des reporting, extractions de données et statistiques au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 15 jours à compter de la demande ou de la fin de l'échéance donnée, celui-ci encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 250,00 € HT.
- En cas d'absence du titulaire aux réunions ponctuelles de suivi avec les représentants de la Direction et du personnel non dûment justifié, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 € HT.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- ✚ Possibilité d'introduire dans le marché de nouvelles prestations : soit en substitution, soit en complément des prestations initialement définies. En aucun cas la clause de réexamen ne pourra avoir pour effet de changer la nature globale du marché.
- ✚ Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
 - En cas d'évènement extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement la prestation ou l'organisation de la prestation,
 - Contexte exceptionnel (crise, évènement institutionnel majeur) appelant une réactivité ou un dispositif éditorial particulier.
 - Si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché,
 - En cas d'évolution de la réglementation couvrant la profession exercée par le titulaire.

✚ Modification ou disparition d'un indice dans le cas de la variation des prix,

✚ Le remplacement d'un membre du groupement d'opérateurs économiques, sous réserves des dispositions de l'article 14.2 du CCAP.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services